

## Décision individuelle

N° 2025-254

**Pétitionnaire** : ARNOUX Lothaire

**Adresse** : Atelier National de Recherche Typographique, école nationale supérieure d'art et de design de Nancy, 1 place Charles Cartier-Bresson, 54000 Nancy Cedex

**Nature de la demande** : circulation dans la zone réglementée des gravures rupestres du Mont Bego et prise de vues à des fins scientifiques

**Intitulé du projet** : étude typographique des gravures historiques et relevés photographiques dans la région des Merveilles

**Localisation** : vallée des Merveilles et de Fontanalbe, commune de Tende

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 31 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'arrêté n°2013-09 du 03 juin 2013 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (commune de Tende, Alpes-Maritimes),

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée le 17 mars 2025 par Monsieur ARNOUX Lothaire, étudiant à Atelier National de Recherche Typographique, école nationale supérieure d'art et de design de Nancy,

**Considérant** que la demande porte sur un déplacement en zone réglementée des gravures rupestres du Mont Bego pour réaliser une campagne de relevés photographiques dans la région des Merveilles pour une étude typographique des gravures rupestres historiques.

**Considérant** que le projet n'engendrera aucun prélèvement, ni aucune altération de quelque nature (pas de moulage ou autre technique invasive),

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

Monsieur ARNOUX Lothaire, étudiant en typographie à l'ANRT de Nancy, est autorisé :

- à accéder, circuler et stationner à pied en-dehors des itinéraires autorisés obligatoirement accompagné par un guide accompagnateur agréé Merveilles

- à réaliser des prises de vues dans la zone réglementée des vallées des Merveilles et de Fontanalbe situées sur la commune de Tende dans le cœur du Parc national du Mercantour ;

Les prises de vues ont vocation à étudier la graphie des gravures historiques en utilisant l'outil typographique afin d'en déterminer le récit et en les comparant aux gravures pastorales de la région de Crau.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### **• Prescriptions relatives à la circulation des personnes**

2.1. Le bénéficiaire adopte un comportement respectueux de la faune, de la flore, des milieux naturels, du patrimoine culturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du Parc national du Mercantour et à celle des Monuments Historiques, à savoir :

- pas de dégradation ni inscription sur les roches gravées ;
- pas de circulation automobile sur les pistes des Merveilles et de Fontanalbe situées dans le Parc national du Mercantour sans autorisation spéciale ;
- pas de cannes, ni bâtons ferrés ;
- pas de stationnement, ni circulation sur les roches gravées ;
- pas d'activité équestre, ni pratique de l'escalade.

### **• Prescriptions relatives aux prises de vues**

2.2 Les prises de vues autorisées sont réalisées exclusivement à l'aide de moyens terrestres. Les prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision.

2.3 Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel, ni du patrimoine archéologique de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.4 Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

2.5. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les clichés pris en cœur de Parc national pour une utilisation à des fins publicitaires.

2.6 Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les supports illustrés de ses photographies, la mention suivante : « *Les photographies réalisées dans le cœur du parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s))* »

Une version numérique de toute publication liée à la demande devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

2.7. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement une sélection des clichés réalisés dans le cœur du Parc national et dans le cadre de la présente, au 31 décembre 2025 au plus tard. Le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à utiliser ces clichés pour l'illustration des documents pédagogiques ou

scientifiques non commerciaux qu'il édite, hors réseaux sociaux et pages Internet, sous réserve de la mention obligatoire « © *ARNOUX Lothaire* ».

2.8 Les bénéficiaires et son équipe sont tenus de ne pas utiliser de bâton ou de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

### **Article 3 : Durée et localisation**

La présente autorisation est accordée pour la période du **15 juillet 2025 au 30 septembre 2025**.

Si nécessaire, un report pourra être sollicité directement auprès du service territorial de la Roya-Bévéra avec un délai de prévenance raisonnable.

Les prises de vues sont effectuées dans le secteur de la vallée des Merveilles et de Fontanalbe.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La bénéficiaire devra présenter cette autorisation aux agents assermentés et commissionnés qui lui en feront la demande.

### **Article 5 : Autres obligations**

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des autres autorisations éventuellement nécessaires pour l'exercice de cette activité, notamment vis-à-vis des textes réglementant l'exercice d'une activité professionnelle qu'il doit obtenir des autorités compétentes.

Cette mission scientifique se déroule sous la seule responsabilité civile et pénale du bénéficiaire qui s'engage à contracter les assurances nécessaires.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 9 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juillet 2025

**La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour**



**Sandrine GRANDFILS**

Copies :

- service CGP, chargée de mission patrimoine culturel et paysage (I. Lhommedet)
- service territorial « Roya »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.